

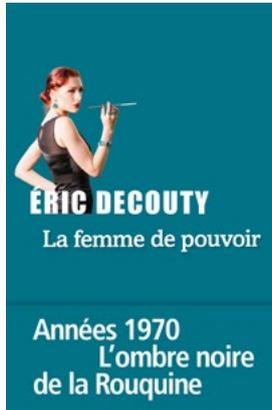


ÉRIC DECOUTY

La femme de pouvoir

Années 1970

L'ombre noire
de la Rouquine



Paris, 1973. La Rouquine a étendu son empire dans tout Paris, de son bordel de luxe jusqu'aux hautes sphères de l'État. Un jeune flic de la Brigade mondaine, en cherchant à enquêter sur des assassinats de prostituées non résolus, va se heurter à cette figure de l'ombre. Rien n'a préparé Simon Kaspar, entré au prestigieux 36 avec une seule idée en tête – élucider par lui-même le meurtre de sa mère –, à affronter les réalités les plus troubles en ces derniers mois de la présidence de Pompidou. Un univers fait de coups tordus, d'écoutes illégales, de manipulations, où tout ramène sans cesse à la Rouquine. Celle à qui les chefs du Quai des Orfèvres ne refusent rien. Celle qui intéresse un commissaire des services secrets pour son rôle dans des opérations de déstabilisation. Celle dont le compagnonnage avec la police aurait débuté en 1943, quand l'heure était aux rafles de Juifs et de résistants FTP-MOI... Ce roman au suspense haletant raconte une époque qui n'en a pas fini avec la Collaboration.

Une flamboyante femme de l'ombre. D'après un personnage réel.

ÉRIC DECOUTY est journaliste et écrivain. Il a publié un premier roman, *Le Petit Soviet*, en 2021. Il est également l'auteur d'une pièce de théâtre.

Éric Decouty

La femme de pouvoir



Liana Levi

À Amos et Nathan

Prologue

Visiteur du soir

Jeudi 16 août 1973

La nuit tombait lentement sans atténuer la chaleur qui accablait le pays depuis quelques jours. En marchant d'un pas rapide le long de l'avenue de Marigny, il desserra son nœud de cravate, mais le rajusta promptement à l'angle de l'avenue Gabriel.

Il ne supportait pas de passer par l'entrée principale. Balladur l'attendait devant la grille du Coq. Les deux hommes se saluèrent sobrement et traversèrent côte à côte le jardin.

Assis dans un fauteuil bas et profond sur la terrasse du palais, près de la fenêtre ouverte du salon Murat, Georges Pompidou était plongé dans la lecture d'un livre, cigarette aux lèvres, un paquet de Winston et un de ces nouveaux briquets jetables en plastique posés au sol, un verre de whisky à sa gauche.

Le Président ne leva la tête que lorsqu'ils furent devant lui. Son mouvement dispersa de la cendre sur sa chemise blanche sans cravate. Il ne l'épousseta pas.

– Vous lisez, Marcellin? demanda-t-il en se levant avec précaution.

– Malheureusement, je n'en ai guère le temps, monsieur le Président, répondit Marcellin qui regretta sa phrase avant d'avoir fini de la prononcer.

– Fouché ne lisait pas non plus... Pas votre prédécesseur!, le vrai Fouché, sourit Pompidou en écrasant son mégot sur la dalle.

Il ôta ses lunettes et posa le livre ouvert, à l'envers, sur le coussin beige du fauteuil. *Les Fleurs du mal*, une édition ancienne et abîmée, remarqua Marcellin.

1. Pour ceux qui n'ont pas vécu ces années-là, ou oublié bien vite, le Président de la République fait allusion à Christian Fouchet, avec un «t», son ministre de l'Intérieur du 6 avril 1967 au 31 mai 1968.

– Marchons un peu, voulez-vous... Allez-y, Édouard, dit-il au Secrétaire général de l'Élysée, mais avant de partir, pouvez-vous prévenir Claude que je ne rentrerai pas quai de Béthune ce soir?

Balladur s'éclipsa.

Le chef de l'État et son ministre de l'Intérieur firent quelques pas dans les jardins.

– Comment allez-vous, monsieur le Président? osa timidement Marcellin.

– Ne vous préoccupez pas de ma santé, il me semble que vous avez d'autres sujets plus importants, répliqua sèchement Pompidou. Vous avez gagné une bataille à Besançon, mais la guerre n'est pas finie, n'est-ce pas?

– Non, et nous pouvons même la perdre si nous...

– C'est pour me dire cela que vous avez demandé à me voir nuitamment? le coupa-t-il.

Marcellin se tourna vers Pompidou. Le ministre affronta son œil noir sous ses sourcils broussailleux. Il ne l'avait pas vu d'aussi près depuis bien longtemps. Le visage du Président s'était encore épaissi. Son cou semblait glisser sur le col de sa chemise ouverte.

– Alors quoi, Marcellin?

Un frisson le fit tressaillir en même temps qu'une grimace fugace apparut sur ses lèvres.

Le ministre s'efforça de faire comme s'il n'avait rien remarqué, se concentrant sur le propos qu'il avait soigneusement préparé l'après-midi même. Bref et concis. Un exercice qui n'avait jamais été son fort. Il recula d'un demi-pas, comme pour prendre son élan.

– Notre pays menace de s'effondrer, monsieur le Président. Les Rouges ne sont pas que chez Lip¹. C'est une véritable armée

1. Au gouvernement, l'obsession du moment, c'est la grève déclenchée chez Lip, dans l'usine horlogère de Besançon, en juin 1973 par ses ouvriers lorsqu'ils ont appris le dépôt de bilan et les centaines de licenciements. Manifestations et actions en soutien aux «Lip» ont pris comme une traînée de poudre, localement et au niveau national.

qui est en train de se déployer. La CGT et le PC constituent le premier front, pour soulever les masses, mais il existe plusieurs autres troupes souterraines. Des stocks de cocktails Molotov sont cachés dans plusieurs facultés. Si nous ne faisons rien, il y aura des morts, beaucoup de morts. C'est sur la violence et le chaos que compte Moscou pour renverser notre régime.

Il marqua une pause, en attendant une réaction de Pompidou. Elle arriva au bout de longues secondes, sans rapport avec le sujet.

Après avoir rapidement fouillé ses poches de pantalon, le Président remonta à la hâte sur la terrasse et alluma une cigarette. Marcellin se tenait à son côté. Il y avait dans les yeux du chef de l'État une sorte d'impatience. D'un coup de menton qui fit tanguer son goitre, il lui ordonna de poursuivre.

Avec trop de mots, le ministre lui expliqua que la menace s'était amplifiée au cours des deux derniers mois. Elle diffusait désormais dans toutes les couches de la société, avait même gagné l'appareil d'État.

– Nos principaux ennemis sont ceux de l'intérieur, répéta-t-il. Ils sont même infiltrés dans l'armée.

Pompidou lui demanda de préciser.

Les faits remontaient à quelques semaines. Marcellin s'excusa de ne pas lui en avoir parlé plus tôt, mais ce n'était au départ qu'un entrefilet dans *Le Canard enchaîné*, le « volatile », comme l'appelait de Gaulle, ce torchon devenu l'organe officiel de toutes les subversions. L'article faisait référence à un document du SDECE¹ classé « diffusion restreinte », portant sur « la parti-

1. Pour ne pas vous perdre dans les arcanes des services secrets et policiers de l'époque, qui ne nous sont plus si familiers, quand les personnages, eux, évoluent dans ce contexte comme des poissons dans l'eau, voici quelques informations sur le SDECE (prononcez « sdèk ») ou Service de documentation extérieure et de contre-espionnage. Aujourd'hui, ce service est devenu la DGSE et se consacre au renseignement extérieur et au contre-espionnage. Le SDECE est aussi appelé la « Piscine », car il a son siège près de la piscine olympique des Tourelles, à deux pas de la caserne militaire du boulevard Mortier, dans le XX^e arrondissement de Paris. Les espions du SDECE, qui ont pris en 1945 la

cipation de l'ambassade de Cuba et d'agents spéciaux étrangers à l'agitation contre l'extension du camp militaire du Larzac¹ ». Le papier avait évidemment eu pour effet de rendre impossible l'identification de ces agents. Il était surtout la démonstration qu'il y avait des fuites. Des fuites à tous les niveaux de l'État : au ministère des Armées comme à celui des Affaires étrangères. Le pire était que cet épisode n'avait rien d'exceptionnel. Une note de la DST² datant du début du mois d'août avait recensé des actes tout aussi préjudiciables, relevant de ce qu'il considérait, au mieux, comme des manœuvres de déstabilisation, au pire comme des actes de trahison.

relève de leurs prestigieux prédécesseurs du Deuxième Bureau, ont dépendu du président du Conseil, puis du Premier ministre jusqu'en 1965. Ils se sont d'ailleurs particulièrement illustrés par leur efficacité pendant la guerre d'Algérie. A priori, les agents du SDECE n'interviennent pas sur le territoire national. L'affaire Ben Barka (1965) va révéler que la réalité est moins claire. Histoire de prétendre assainir les eaux troubles de la « Piscine » après le scandale de la disparition de l'opposant marocain – nous y reviendrons... –, de Gaulle décide de placer le SDECE sous l'autorité du ministère des Armées, maroquin alors détenu par son fidèle et dévoué Pierre Messmer.

1. Depuis 1971, le ministère des Armées projette d'étendre le camp militaire dont il dispose sur le causse du Larzac, près de La Cavalerie, mais une centaine de paysans s'opposent obstinément à l'expropriation de leurs terres. Les 25 et 26 août 1973 – soit dans les jours qui vont suivre cette discussion entre Pompidou et Marcellin –, des dizaines de milliers de personnes, soixante-huitards et hippies, vont converger sur le plateau pour amplifier le mouvement d'occupation des terres et s'opposer par leur résistance passive à la décision politique de militariser le causse.

2. Venons-en maintenant à la DST, Direction de la Surveillance du territoire, appelée familièrement la « ST » par les flics qui la composent et la côtoient. Entre police et espionnage, ce service du renseignement intérieur a été créé en 1944, puis dirigé jusqu'en 1959 par Wybot (Roger Warin), grande figure de la Résistance. Son ombre plane encore sur la ST en 1973, qui est alors dirigée par le préfet Henri Biard – retenez ce nom et celui de Wybot, vous allez les croiser à nouveau. Placée sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, la DST est chargée de traquer les espions qui évoluent sur le sol français, prioritairement ceux venus d'URSS et des pays de l'Est ou qui se mettent à leur service. En principe, elle ne se mêle pas de politique intérieure... La DST, aujourd'hui disparue, a été dissoute dans la grande DGSI (Direction générale de la Sécurité intérieure).

Marcellin avait débité son discours en s'efforçant de maîtriser ses mouvements. Une performance. Il laissa filer un silence que Pompidou se garda d'interrompre pour permettre à son ministre de retrouver ses esprits.

Le Président avait grillé sa Winston en quelques bouffées. Il en alluma une autre et tendit le paquet à son ministre qui déclina sa proposition.

Son nœud de cravate était trop serré et son veston boutonné comprimait sa petite bedaine. Marcellin le défit, sortit de la poche intérieure un papier, déplia la feuille et la tendit au Président.

– Vous m'aviez demandé l'autre jour, au Conseil des ministres, d'identifier ceux qui violent le secret de nos délibérations...

Pompidou parcourut des yeux le document. La fumée de sa cigarette toujours vissée aux lèvres lui piquait les yeux, déformant davantage son visage.

– Notre État est gangrené, reprit Marcellin. Nos ennemis sont partout, y compris dans mon ministère, à la Police judiciaire, aux Renseignements généraux¹. Il y a dans la Police des hommes qui ont fait alliance avec des politiciens et le Milieu pour nous abattre...

– Et c'est à moi que vous osez dire ça ? marmonna entre ses dents Pompidou.

1. Sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, les RG ou Renseignements généraux font à l'époque partie intégrante de la Police nationale, mais les RG de la Préfecture de police de Paris (la PP) constituent une sorte d'État dans l'État. Le travail de ces policiers : infiltrer les partis politiques, les syndicats, les associations, les journaux, bref tout ce qui est susceptible d'avoir un intérêt (même lointain) pour le pouvoir, qu'ils nourrissent en notes qui « remontent », pour information. Encore une précision sur la PP : le Préfet a des compétences de police, et donc les services ad hoc, depuis plus d'un siècle déjà ; en 1966, elle est placée sous la coupe de la nouvelle Direction générale de la Police nationale au sein du ministère de l'Intérieur, mais dans les faits la PP demeure une institution policière particulière, avec ses marges de manœuvre ; les RG de la PP ont un poids tout spécial. Comme la DST, les RG ont disparu, absorbés dans la DGSI.

Marcellin, qui lui rendait une dizaine de centimètres, parut s'élever à sa hauteur. Cette fois, ce fut le Président qui s'excusa. Il était chaque jour plus irritable, la faute à cette sale grippe dont il n'arrivait pas à se débarrasser. Il savait que le ministre de l'Intérieur s'était toujours bien comporté envers lui, mieux que la cohorte des gaullistes. Il appréciait d'ailleurs le fait qu'il lui soit resté fidèle, même après son éviction de Matignon au lendemain de la crise de 68. «La fidélité est une vertu bien rare en ces temps», pensa Pompidou.

– Monsieur le Président, vous aurez demain matin sur votre bureau une synthèse circonstanciée des menaces qui pèsent sur vous, sur nous, sur notre pays. Mais si je vous ai demandé de me recevoir ce soir, c'est parce que j'ai quelque chose à vous demander qui ne s'écrit pas. Un feu vert pour traquer et arrêter les ennemis de la France. Les Rouges et leurs alliés. Où qu'ils soient et quoi qu'il m'en coûte.

– N'est-ce pas déjà le cas ?

– Il nous faut faire plus, monsieur le Président. Le plan que nous vous avons présenté avec Robert Galley¹, au mois de juin, va nous permettre de surveiller les activités d'un certain nombre de groupes révolutionnaires. Mais comme je vous l'ai dit, l'hydre bolchevique et terroriste s'est associée au crime et a réussi à s'infiltrer jusque dans la haute administration. L'histoire nous enseigne qu'il n'y a pas d'autre alternative que la vaincre ou disparaître.

Le regard de Pompidou se perdit au fond des jardins, par-delà la cime des arbres sous l'éclat d'une demi-lune. Il se demanda ce qu'il redoutait le plus : les Rouges ou ses amis. Depuis octobre 1968, il avait dépensé plus de forces à lutter contre les seconds. Seul ou presque. S'il doutait de l'imminence d'une révolution bolchevique en France, il n'avait pas besoin du topo de Marcellin pour être convaincu que le pays

1. Robert Galley, autre grande figure du gaullisme, est ministre des Armées d'avril 1973 à mai 1974 dans le gouvernement de Pierre Messmer.

menaçait de plonger dans le chaos. Il était le seul à pouvoir enrayer l'engrenage, mais il n'était plus certain d'en avoir le temps.

Alain était passé le soir, le matin même, animé de son irrefragable optimisme, une photo du petit Yannick en poche. Pompidou s'était plaint à son médecin de fils de n'avoir pas encore vu son troisième petit-fils, mais il ne voulait pas contaminer le bébé avec sa grippe. Alain l'avait une fois de plus rassuré. Dans quelques jours, il irait mieux et la famille se retrouverait quai de Béthune.

Un soudain accès de toux le tira de sa mélancolie. Il détestait ce sentiment qui l'envahissait de plus en plus souvent. Agir pour le dissiper.

– Vous avez carte blanche, Marcellin.

– Merci, monsieur le Président.

– Et comment comptez-vous agir ?

– Les détails n'ont que peu d'intérêt, monsieur. Disons qu'il nous faut commencer par être informés et documentés. Vite et en profondeur. Je connais des hommes sûrs et irréprochables pour accomplir ce travail.

Pompidou alluma une nouvelle cigarette et tendit sans conviction le paquet à Marcellin. Cette fois, celui-ci accepta une cigarette. Le Président sourit, son ministre se détendait. Il se dit qu'il avait davantage l'allure d'un quincaillier de province que d'un ministre de l'Intérieur, mais il savait qu'en politique comme en toute chose, il ne fallait pas se fier aux apparences. Jamais.

– Puisque nous en sommes là, il y a quelque chose que j'aimerais vous confier, Marcellin. Venez avec moi, dit-il avec une solennité inattendue.

Le Président traversa le salon des Ambassadeurs avant de prendre l'escalier Murat dans le vestibule d'honneur. Marcellin le suivit, quelques pas derrière lui, troublé par l'étonnant silence du palais. Même l'huissier dans la première antichambre avait quitté son poste.

Pompidou ne s'étonna pas de voir Madeleine Négrel derrière son petit bureau. Tout le monde savait qu'elle ne partait jamais avant lui. La secrétaire du Président avait son habituel collier de perles sur une robe chasuble noire et son brushing était impeccable. Elle salua sobrement Marcellin.

Le ministre de l'Intérieur n'était pas entré dans le Salon doré depuis une éternité. Pompidou ne referma pas la porte derrière eux et se dirigea directement vers son bureau. Il saisit sa veste posée sur le dossier du fauteuil et en sortit un petit carnet à la couverture noire qu'il feuilleta rapidement.

– Ah, voilà ! Le 17 novembre. Le jour où Somveille¹ est venu me voir rue de la Tour-Maubourg. Je sais que c'est vous qui lui aviez demandé de me prévenir. Je ne crois pas vous avoir remercié...

Marcellin avait les yeux rivés sur le carnet. Il lui était maintenant impossible de rester immobile. La rumeur avait circulé sans jamais être confirmée, ni démentie, que Pompidou avait un pense-bête tout personnel. Même les journaux sérieux avaient évoqué l'existence de ce « petit carnet noir ».

Le Président en tourna encore quelques pages avant de s'arrêter sur l'une d'elles. Sans la lire, il la déchira d'un mouvement sec et rapide du poignet.

– Tenez, vous regarderez ça plus tard, tranquillement, lui dit-il. Quelques noms ont déjà été biffés, mais il en reste pas mal... Vous les rajouterez à votre carte blanche.

1. Pierre Somveille est le très discret directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin, depuis sa nomination en 1968. Sa carrière a débuté à la préfecture de la Gironde en 1944, alors dirigée par un certain Maurice Papon, mais c'est une autre histoire – enfin, peut-être pas.

Première partie

Carte blanche

août-septembre 1973

L'info

Jeudi 30 août

L'orage éclate dans un roulement de tambour. Il presse le pas, mais au milieu du pont au Change, une pluie torrentielle s'abat sur la ville. L'horloge du Palais de justice indique tout juste minuit.

Simon se met à courir en baissant la tête et manque de percuter un couple venant en sens inverse, la femme zigzague pour éviter les flaques. Il remarque ses chevilles fines et ses ongles rouges dans des trespées blanches. « Où il va comme ça, le même ? » fait une voix qu'un coup de tonnerre plus lointain ne parvient pas à couvrir.

Sans arrêter sa course, Simon relève la tête, cherchant autour de lui, à travers le rideau de pluie, l'origine de l'appel. Il est déjà sur le pont Saint-Michel lorsqu'il aperçoit, derrière lui, debout à l'entrée du Soleil d'or, Gérard Lesieur, hilare, un verre à la main. Il lui fait signe de venir se mettre à l'abri. Simon rebrousse chemin. Ses pieds font ventouses dans ses souliers en cuir.

Lesieur s'efface pour le laisser entrer et ne pas être éclaboussé. Simon Kaspar s'ébroue.

Appuyé au comptoir, Gerber lui adresse un bref sourire. Simon reprend son souffle, lève la main en guise de salut collectif. D'un regard, il fait le tour du bistrot. Il est presque vide.

Deux hommes et une femme d'une quarantaine d'années, assis près de la grande baie vitrée côté Seine, devant des verres vides, regardent la place Saint-Michel noyée par l'orage. Au fond, dans un coin mal éclairé, un autre homme, blouson de toile sombre et chemise à carreaux bleus et blancs, est attablé devant une omelette et un pot de rouge. Probablement un flic. Son visage ne lui dit rien.

Lesieur a rejoint Gerber au bar. Tous les deux regardent Kaspar les bras ballants, dégoulinant comme une serpillière mal essorée sur une corde à linge.

– Tu prends quoi? lui dit Lesieur en hélant Roger, qui sort de l'arrière-salle.

Le patron glousse en découvrant Simon au milieu de la petite flaque d'eau qui s'écoule doucement sur le linoléum.

– Un cognac, dit-il en s'approchant des deux autres.

Lesieur commande une autre pression et Gerber se contente de désigner son ballon vide. Il n'a pas encore prononcé un mot, ni raillé la ridicule posture de Simon. Ses sourcils légèrement froncés marquent une préoccupation, peut-être juste de la fatigue.

Ils ont travaillé ensemble pendant quelques mois lorsque Simon Kaspar est arrivé à la Mondaine¹, l'année précédente. Depuis, Gérard Lesieur a intégré le groupe des Julots* et Marc Gerber dirige celui de la Galanterie², mais Simon est resté proche des deux hommes, une amitié qui dépasse le cadre de la brigade. Sur des modes différents, l'un gouailleux et paternaliste, l'autre taiseux et rigoureux, ils lui ont toujours témoigné

1. Au XIX^e siècle, la Brigade des mœurs, au sein de la Préfecture de police de Paris, traînait une sinistre réputation. Devenue la Brigade mondaine, son image s'améliore à peine. Chargés essentiellement de la surveillance, du contrôle et de la répression des activités liées au sexe et à la prostitution, les flics de la Mondaine travaillent la nuit, fréquentent les milieux interlopes, avec une mission non dite mais assumée: collecter des informations et renseigner le pouvoir sur les activités privées et «vices» cachés de personnalités «intéressantes»... En 1975, elle sera rebaptisée Brigade de répression du proxénétisme (BRP).

* Pour les termes d'argot policier signalés par un astérisque, se reporter au glossaire, p. 433.

2. La Mondaine est organisée en plusieurs groupes de policiers qui ont chacun une mission spécifique. Le groupe des Julots s'occupe des proxénètes. Il est chargé de la surveillance des réseaux de prostitution. À côté du groupe des Julots, il y a le groupe de la Galanterie (prostituées), celui des Hôtels (propriétaires réels des établissements de prostitution), celui des OBM (Outrage aux bonnes mœurs), celui des Pédés, etc. Le groupe des Stups (drogues) fait lui aussi partie de la Mondaine.



ÉDITIONS LIANA LEVI

1, Place Paul-Painlevé, Paris 5^e
Retrouvez l'intégralité de notre catalogue
et inscrivez-vous à la newsletter sur le site
www.lianalevi.fr

© Éditions Liana Levi, 2022.

Couverture : D. Hoch
Photo : © shutterstock

Cette édition électronique du livre *La Femme de pouvoir* de Éric Decouty
a été réalisée en février 2022 par Atlant'Communication.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage

(ISBN : 979-10-349-0536-2)

ISBN ePDF : 979-10-349-0538-6